



www.journalumali.com


# Journal du Mali

*L'hebdo*

N°432 du 20 au 26 juillet 2023

**CHOGUEL MAÏGA**  
À QUOI JOUE-T-IL ?

**SUCRE**  
PÉNURIE EN VUE



**CAMPAGNE AGRICOLE**

# DÉBUTS DIFFICILES

La rareté et la mauvaise répartition de la pluie ainsi que le retard dans la fourniture des intrants font peser une menace sur la nouvelle campagne agricole.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu



TENTEZ DE GAGNER  
**1 MOTO**  
TOUS LES JOURS

TOUTES LES CHAÎNES  
CANAL+ OFFERTES PENDANT  
**30 JOURS**  
POUR TOUT REABONNEMENT  
+ 2000 FCFA SEULEMENT



Offre valable du 03/07/2023 au 03/08/2023 pour tout réabonnement à votre formule. Pour 2000 francs de plus, bénéficiez des chaînes CANAL+ offertes pendant 30 jours. Si vous disposez déjà des chaînes CANAL+, bénéficiez de la formule supérieure pendant 30 jours. Participation à la tombola pour tout réabonnement, une moto à gagner chaque jour, supervisée par un huissier de justice. Voir conditions de l'offre auprès de votre distributeur agréé.

## ÉDITO

## Souffler le chaud et le froid

Ce serait un euphémisme de dire qu'il fait chaud dans le monde. Du moins, dans de nombreuses parties du monde. L'information, ces dernières semaines, est marquée par cette vague de chaleur dans de nombreux pays occidentaux et en Asie. Mais, sous nos cieux, ces températures, dites extrêmes ailleurs, sont loin d'alarmer. Rien d'étonnant, puisque nous sommes habitués aux 40 ou 44°C depuis des années. Toutefois, nous devrions être vigilants, même s'il est plus simple et moins stressant de s'exalter devant l'un des nombreux buzz qui n'en finissent pas sur les réseaux sociaux. L'ONU a alerté : le monde doit se préparer à des vagues de chaleur plus intenses. Soyons concrets. Les températures ont atteint 52 degrés aux États-Unis et en Chine. Au Canada, plus de 10 millions d'hectares ont déjà brûlé cette année. Au Mexique, plus de 100 personnes sont mortes en moins de 10 jours durant le mois de juin. Du chaud au froid, mais variation climatique toujours, il a neigé à Johannesburg, en Afrique du Sud, la semaine dernière. Cela n'était plus arrivé depuis 2012. Selon une étude récente, le réchauffement climatique nous fait perdre des heures de sommeil, près de 44 heures en moyenne par an. De quoi s'inquiéter lorsque l'on sait tout ce qu'entraînent les nuits blanches. Bien que les sceptiques demeurent, ces quelques exemples et plusieurs autres démontrent l'urgence de la situation. Il est difficile pour beaucoup de pouvoir le matérialiser, mais du fait de l'activité humaine l'empreinte qu'on laisse se décline désormais au négatif. Nous avons certainement un devoir, une responsabilité, à l'égard des générations futures. Celle de ne pas leur laisser un monde trop meurtri, à la limite de la suffocation. Nous ne nous en rendons compte toujours que trop tard et ce changement climatique, nous l'avons sûrement déjà oublié.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

## LE CHIFFRE

403

C'est le nombre de morts à la date du 17 juillet dues au jeûne extrême préconisé par un pasteur kényan pour rencontrer Jésus. Ce bilan est toujours provisoire.

## ILS ONT DIT...

« Je suis sûr à 100 % que je ne reviendrai dans aucun club européen. Le football européen a perdu beaucoup de qualité. Le seul qui reste valable et qui se porte bien c'est la Premier League. Elle a une longueur d'avance sur tous les autres championnats ». **Cristiano Ronaldo**, attaquant d'Al Nasr, le 17 juillet 2023.

« Il serait déraisonnable, anticonstitutionnel et illégitime pour le gouvernement du pays d'utiliser ses pleins pouvoirs pour déclarer la guerre à la Russie en arrêtant le Président Poutine ». **Cyril Ramaphosa**, Président de l'Afrique du Sud, le 18 juillet 2023.

Donnez votre avis  
sur Journal du Mali

## RENDEZ-VOUS

20 juillet – 20 août :

Coupe du monde féminine de football – Australie/Nouvelle-Zélande

21 juillet 2023 :

Quarts de finale de la Coupe du monde féminine de basket U19 – Espagne

22- 30 juillet 2023 :

Premier League Summer Series – États-Unis

05 août 2023 :

Concert Malaiké – Stade du 26 mars - Bamako

## UN JOUR, UNE DATE

22 juillet 1994 : Yahya Jammeh prend le pouvoir en Gambie par un coup d'État.



L'US Bougouba de Koulikoro jouera le championnat national de Ligue 1 la saison prochaine. Le club a été sacré champion du tournoi de football de la poule A pour la montée lundi dernier.



Le chercheur égyptien **Patrick Zaki** a été condamné le 18 juillet 2023 à 3 ans de prison pour « fausses informations », à cause d'un article dénonçant les discriminations contre les Chrétiens en Égypte.

## LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, a inauguré le 17 juillet 2023 la première unité d'assemblage de PC/tablettes et de téléphones du Mali.



# LA CAMPAGNE AGRICOLE 2023 DÉMARRE AVEC DIFFICULTÉ

Alors que le mois de juillet entre dans sa dernière ligne droite, plusieurs zones de culture attendent impatiemment la pluie. La rareté des précipitations en ce début de campagne 2023 en a même obligé certains à refaire des semis. Si le phénomène, plutôt connu, n'inquiète pas pour autant les spécialistes, sa persistance, couplée à l'épineux problème de la fourniture d'intrants, pourrait présager d'une campagne moins prometteuse que la précédente, plutôt réussie.

FATOUmata MAGUIRAGA

Estimées à 10 288 842 tonnes en 2022, les productions céréalières ont enregistré une hausse de 16,7% par rapport à 2021 et de 4,8% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2017-2020). La campagne agricole 2022 a été jugée bonne, selon le bilan et le plan triennal de campagne agricole (2023-2024-2025). Malgré un contexte de démarrage difficile, marqué notamment par une hausse considérable des prix des céréales, la persistance de l'insécurité dans certaines zones, la faible disponibilité des engrais subventionnés et le retard dans l'approvisionnement des producteurs, ainsi que les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA. Outre le maintien des activités de soutien aux exploitants, la campagne 2022 a été aussi caractérisée par une répartition assez équitable dans le temps et dans l'espace des pluies, favorisant un hivernage humide dans l'ensemble. Même si, par endroits, des quantités importantes de pluie ont occasionné des inondations, les quantités d'eau reçues ont été supérieures dans l'ensemble à la moyenne des cinq dernières années. Ces conditions « climatiques adéquates » ont donc permis un développement favorable des cultures dans les principales zones agricoles du Mali. Néanmoins, des pertes de superficie suite aux fortes pluies et aux débordements du fleuve ont été constatées. Des pertes de superficie occasionnées aussi par des abandons dus à la situation sécuritaire.

Ce fut une campagne également marquée par une baisse drastique de la production de coton. Cette culture a subi une attaque massive d'insectes piqueurs suceurs (les jassides). Des prédateurs alors méconnus et dont l'invasion n'a pu être maîtrisée faute de traitement approprié. Faisant chuter la production de coton d'une prévision de 750 000 tonnes à 389 700 tonnes et le Mali de la première à la troisième place en Afrique de l'Ouest.

**Statu quo** Déterminant pour la campagne agricole, le déroulement de la saison des pluies reste l'un des principaux sujets de préoccupation du monde paysan. Mais ce début d'hivernage, avec des pluies irrégulières et tardives, n'est pas nouveau. « Nous sommes dans une situation de statu quo par



Une menace pèse sur la campagne agricole de cette année. La pluviométrie n'est pas satisfaisante et la fourniture d'intrants accuse du retard.

cette année ce fut jusqu'à fin juin, même s'il y a eu des grandes pluies par endroits. De façon générale, les pluies ont été déficitaires. C'est véritablement durant la deuxième décennie de juillet que les pluies commencent à s'installer normalement. Mais « il n'y a pas de quoi s'inquiéter parce que les acteurs sont maintenant habitués à ces changements

commencé avec les grandes pluies du mois de mai misent sur le climat de la localité, qui leur permet de supporter une longue absence de pluies. Ce qui peut être alarmant, c'est tout un mois sans pluies, explique l'agronome. Mais les paysans ont maintenant la capacité de s'adapter à une absence de pluies d'une semaine ou de 10 jours.

**Seulement 5% des engrais organiques nécessaires ont été livrés (...). Un handicap conséquent pour les producteurs qui attendent de mettre en place leurs cultures.**

rapport aux conséquences du dérèglement climatique. La campagne se caractérise par des irrégularités depuis quelques années. Par moment des pluies précoces, puis des poches de sécheresse », affirme Pefoungo Konaté, ingénieur agronome. Il évoque des situations d'irrégularité et reconnaît que cette année il y a des déficits. Et même « un retard qui s'annonce très fortement » par endroits. En effet, la campagne agricole démarre normalement au Mali fin mai, début juin. Mais

et irrégularités », assure M. Konaté. Et les pluies obtenues jusqu'à présent permettent une bonne installation des cultures. Si ces pluies continuent jusqu'en septembre, il n'y aura aucun problème. Les producteurs, en prévision de ces changements, ont pris l'habitude d'utiliser des variétés précoces. Parce que ceux qui utilisent les variétés tardives peuvent avoir des problèmes à cause de l'installation retardée de la saison pluvieuse. Mais, dans les zones comme Sikasso, par exemple, ceux qui ont

**Les engrais, un problème récurrent** Seulement 5% des engrais organiques nécessaires ont été livrés, signalait le ministre de l'Agriculture lors de sa rencontre le 10 juillet 2023 avec les fournisseurs d'engrais. Un handicap conséquent pour les producteurs, qui attendent de mettre en place leurs cultures. Justifiée entre autres par la difficulté de l'État à s'acquitter d'arriérés d'environ 17 milliards de francs CFA, cette situation préoccupante, qui interpelle les autorités, fait désormais partie des

## REPÈRES

Production céréalière 2022 :  
**10 098 303 tonnes**

Production de coton 2022 :  
**389 700 tonnes**

Bilan prévisionnel déficitaire riz :  
**216 003 tonnes**

Bilan prévisionnel excédentaire céréales sèches :  
**2 233 699 tonnes**

entamer la campagne dans des conditions plus sereines, les producteurs doivent faire avec la réalité du terrain. Et pour ce faire, « la fourniture de l'engrais pour l'installation des cultures ayant pris du retard, les paysans ont la possibilité de mettre au même moment l'engrais de fond et celui d'entretien », suggère M. Konaté. Les informations adéquates leur ont été données dans ce sens, ajoute-t-il.

**Retard rattrapable** Ibrahim Wagué est producteur de plusieurs céréales, dont le riz, le mil, le sorgho ou encore l'arachide et le coton, sur une quarantaine d'hectares dans le cercle de Barouéli, dans la région de Ségou. « Cette année, nous connaissons des difficultés pour les semis, parce que nous n'avons pas encore de pluies suffisantes », explique-t-il. Obligés même de replanter les anciens semis, car l'humidité recueillie ne permettait pas de résister à la sécheresse d'après. Une difficulté à laquelle s'ajoutent les déboires vécus lors de la campagne cotonnière. Comme une hantise, les

paysans redoutent l'invasion des jassides, qui a ravagé des milliers d'hectares lors de la précédente campagne, même si des insecticides efficaces ont été apportés. Problématique majeure encore au début de cette campagne, la disponibilité en engrais continue à se poser. « Nous n'avons pas encore reçu la caution pour valider la disponibilité de l'engrais subventionné auquel les producteurs de cultures vivrières ont droit », affirme M. Wagué. Pour le moment, seuls les producteurs de coton ont déjà eu accès à leurs engrais dans sa zone, précise-t-il. Et ce retard, qui est plutôt récurrent, constitue une entrave majeure, parce que « plusieurs cultures ne reçoivent pas au moment où elles en ont besoin ces engrais ». Souvent, les fournisseurs locaux ne sont pas en mesure de fournir les quantités demandées, parce que « les producteurs locaux d'engrais vendent plutôt à l'extérieur », dénonce M. Wagué. Ce retard dans le déroulement de la campagne, pourra tout de même être corrigé « si la pluie revient par la grâce de Dieu », implore M. Wagué. Si cette condition ne relève pas de leur compétence, les producteurs, en particulier ceux de coton, restent confrontés à une difficulté qui elle relève bien des hommes. Il s'agit de l'inorganisation qui persiste au niveau de leur confédération représentative.

Convaincu que sans le retour de la cohésion au sein de l'organisation paysanne aucune action efficace ne saurait être entreprise, M. Wagué sollicite une implication effective des autorités pour mettre fin à un conflit qui a divisé les producteurs. En effet, la situation complique même l'intervention des techniciens, qui se retrouvent souvent tiraillés entre « 2 camps », alors qu'ils ne doivent travailler qu'avec un représentant. L'application des recommandations des Assises nationales du coton serait à cet effet salutaire. ■

## 3 QUESTIONS À



**DR ABDRAMANE TAMBOURA**

**Économiste**

**1 Faut-il s'inquiéter de l'installation tardive des pluies ?**

La pluie fait partie de la catégorie des facteurs environnementaux qui échappent au contrôle humain, même si on peut la contrôler à long terme en prenant en compte plusieurs paramètres. Les producteurs n'arrivent pas à avoir les pluies qu'il faut à temps. Ce n'est pas la rareté qui compte, mais il faut une pluviométrie favorable aux cultures. Cette rareté inquiète mais n'a pas encore affecté les cultures, à ce que je sache. Cela fait 2 ans que la période des pluies abondantes se décale.

**2 Quels sont les autres enjeux de cette campagne ?**

Le premier est la répercussion éventuelle de la politique du gouvernement de ne pas exporter les céréales. Pour le maïs, sollicite autant pour l'alimentation humaine que celle de la volaille, ce qui a suscité l'intérêt des producteurs vers cette céréale, mais la restriction des exportations a engendré une baisse substantielle des prix. Il y a aussi des stocks à écouler, des choses qui peuvent entacher la production cette année. Le prix de l'engrais est toujours aussi un enjeu.

**3 Comment réduire durablement la dépendance aux pluies ?**

À long terme, nous avons du potentiel en termes d'eau. Il faut encourager les producteurs à avoir des systèmes d'adduction d'eau. Ils le font en cas de maraîchage. En cas d'absence de pluies et avec un système de drainage on peut pallier. Il est possible de mettre en place des mécanismes, mais pas dans l'immédiat.



## DES ALTERNATIVES FACE AU DÉFICIT PLUVIOMÉTRIQUE

Les irrégularités constatées dans le déroulement de la saison des pluies incitent à envisager des alternatives au manque. Si des aménagements hydroagricoles sont réalisés à des échelles plus grandes, d'autres techniques, plus modernes, seront nécessaires pour combler les déficits de pluviométrie.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le système d'irrigation **goutte à goutte** est un des plus prisés pour palier au déficit de pluie.

À la faveur d'une bonne pluviométrie et des difficultés d'approvisionnement en intrants, certains producteurs se sont rabattus sur les légumineuses, occasionnant une augmentation de ces cultures durant la campagne 2022, note le bilan de la campagne agricole. En revanche, le « tarissement précoce de certaines sources d'eau, notamment dans le Plateau Dogon, l'Office du Niger,

le Delta intérieur du Niger, le nord de Bafoulabé et la partie Sahel de Kayes et Yélimané... » a limité le cycle de production de certaines spéculations, relève le même document. Une contrainte majeure liée à l'absence de maîtrise de l'eau, qui compromet régulièrement les campagnes agricoles et à laquelle des alternatives doivent être trouvées. Selon ce document du ministère de l'Agriculture, au titre de

la campagne 2022, les résultats obtenus dans le cadre des aménagements hydroagricoles portent sur 4 707 hectares aménagés, sur une prévision de 17 325, soit un taux de réalisation de 27,17%. Ils sont constitués de grands aménagements pour 3 190 hectares et d'aménagements de proximité pour 1 517 hectares, dont 185 de périmètres maraîchers. Ces aménagements sont répartis entre les périmètres en maîtrise totale de l'eau, soit 4 058 hectares et ceux en maîtrise partielle de l'eau pour 649 hectares. Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme gouvernemental d'aménagement (PGA 2019-2023) portant sur 70 000 hectares, il a été réalisé un cumul de superficies de 40 701 hectares, soit 57,89%, pendant trois années (2019-2022) sur la durée de cinq (5) ans du PGA. Le cumul national des superficies aménagées est

évalué ainsi à 517 528 hectares sur un potentiel de 2,2 millions hectares aménageables, soit 23,52% de réalisation. Mais pour s'adapter au manque de pluies et adopter des modes de gestion de l'eau plus efficaces, les techniques modernes, comme celle du goutte à goutte, ont vu le jour et fait leurs preuves. Encore mises en œuvre actuellement par les privés, elles permettent d'optimiser les rendements et de parvenir à une économie d'eau d'environ 90%. Pour une culture expérimentale du coton réalisée grâce à cette technique, les rendements ont été multipliés par quatre.

« Avec l'eau, pas besoin d'attendre la pluie », explique le producteur Ibrahim Wagué, qui ajoute qu'avec la variété de maïs dont il dispose il lui faut juste de l'humidité à une période bien déterminée. Ce qu'il peut facilement réaliser avec cette technique, dont l'installation coûte entre 750 000 et 1 000 000 de francs CFA, hors de portée pour un paysan malien moyen. ■

## PRODUCTION CÉRÉALIÈRE : CAMPAGNE 2022

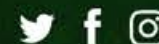
CULTURES	PRÉVISIONS (en tonnes)	RÉALISATION (en tonnes)	TAUX DE RÉALISATION (%)
Riz	3 008 090	2 880 892	96%
Maïs	4 324 476	3 732 505	86%
Mil	1 589 413	1 832 923	115%
Sorgho	1 503 147	1 582 403	105%

Source : DNA/CPS-SDR

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo  
n°432 du 20 juillet 2023

Journal du Mali

Commande par téléphone TÉL: 00223 66 75 85 70





## À QUOI JOUE CHOGUEL KOKALLA MAIGA ?

Ses détracteurs l'ont toujours taxé d'être « clivant » et « non rassembleur » depuis qu'il a pris les rênes de la Primature il y a un peu plus de deux ans, en juin 2021. Si après son retour de convalescence, en décembre 2022, le Premier ministre de la Transition paraissait plus réservé et moins « va-t'en guerre », la donne a changé depuis quelques semaines.

MOHAMED KENOUI

Dans une déclaration à l'occasion de la présentation des vœux de la Tabaski 2023, qui a été diffusée sur les réseaux sociaux la veille du remaniement ministériel du 1er juillet dernier, Choguel Kokalla Maiga a balayé d'un revers de main le bilan des 10 ans de l'ancien Président de la République Alpha Oumar Konaré (1992 à 2002). « Je ne veux pas m'attarder sur certains où il n'y a que du négatif. Lui (Alpha Oumar Konaré, ndlr), il n'a même pas gouverné le Mali. Quand on détruit l'armée, quand on détruit l'école, tu ne peux jamais me convaincre que tu fais du bien pour le pays (...). Donc je parle de ceux qui ont fait



Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maiga.

le discrédit sur les efforts de construction du pays consentis sous le leadership de l'ancien Président Alpha Oumar Konaré ».

(...) », a-t-il prévenu. Même s'il s'y inclut, cette sortie du Premier ministre, connu pour ses discours patriotiques et nationalistes, suscite à nouveau beaucoup de réactions. Pour le politologue Oumar Berthé, chercheur associé à l'université de Rouen, la sortie de Choguel Kokalla Maiga dénote une complète volte-face. « Il y a clairement une attaque indirecte contre les colonels, avec lesquels il tient le pouvoir. Jusque-là, aucun programme de développement économique n'a été mis en place par les militaires », soutenait-il sur un média étranger le 17 juillet. Mais, pour un autre observateur, Choguel Kokalla Maiga semble toujours bien être au service du Président de la Transition et n'a pas « tourné sa veste ». « Au fond, quand on considère le contexte et qu'on suit l'intégralité de l'intervention du Premier ministre, à aucun moment on ne peut lui prêter l'intention de tirer sur les militaires. Au contraire, il est dans une sorte de conscientisation de l'équipe gouvernementale, de telle manière que chacun puisse travailler à ce que le Président de la Transition réussisse sa mission », glisse cette source, sous anonymat. Toutefois, les départs de plusieurs membres du M5 du gouvernement, qui le fragi-

des efforts... », a-t-il lâché. Cette sortie du Chef du gouvernement de transition n'a, sans surprise, pas été du goût de la plupart des acteurs du mouvement démocratique de 1991. Dans une longue déclaration publiée dans la foulée en réponse au Premier ministre, l'Adema-Pasj s'est insurgée avec « véhémence » contre les « vaines et injustes diatribes, de vils propos tendancieux, certainement impropres et encore plus nocifs pour la paix et la cohésion sociale dans notre pays ». Pour le parti qui a tenu les rênes du Mali pendant la période de gouvernance remise en cause par Choguel Maiga, ce dernier est dans des manœuvres destinées à « manipuler, avec pour effet, d'une part de fragiliser le climat social et, d'autre part, de jeter

**Volte-face ?** Les réactions, au sein de la classe politique et au-delà, sur les propos à l'encontre de l'ancien Président n'étaient pas encore terminées que le Premier ministre est à nouveau monté au créneau le 13 juillet, lors d'une rencontre avec l'équipe gouvernementale, alertant cette fois sur les risques qu'encourraient les autorités vis-à-vis d'une éventuelle perte de confiance des populations. « Tous ceux qui nous soutiennent aujourd'hui, s'ils n'ont pas à manger demain, sont les mêmes qui vont prendre des cailloux pour nous renvoyer. Il vaut mieux travailler et quitter à temps que d'être renvoyé... Les discours patriotiques et nationalistes peuvent tenir un an, deux, trois ans. (...) Sur la durée, c'est l'économie qui tient

### EN BREF

#### TRANSITION : CHRONOGRAMME EN DANGER

À sept mois de la fin prévue de la Transition, selon le chronogramme de juin 2022 validé par la Cedeao, des interrogations subsistent sur le respect des délais. Alors que la tenue du référendum, le 18 juin dernier, avait quelque peu levé certaines inquiétudes et ravivé l'espoir de la tenue à date des autres scrutins, les résultats définitifs proclamés par la Cour Constitutionnelle se font toujours attendre, impactant l'organisation des autres élections dans un timing déjà bien serré. Même si la Cour Constitutionnelle n'a pas de délai contraint pour trancher les différents recours qui ont été portés contre le référendum, certaines voix craignent une complicité tacite des magistrats dans le but d'un report des échéances électorales à venir et, de facto, d'une nouvelle prolongation de la Transition. Pour rappel, selon le chronogramme en vigueur, les élections des conseillers des Collectivités territoriales devaient se tenir en juin dernier, tandis que celles des députés à l'Assemblée nationale sont prévues pour octobre 2023 et la présidentielle pour février 2024. ■

M.K

lisent, lui sont restés en travers de la gorge. Mais, en fin politicien, le Président du MPR et du Comité stratégique du M5-RFP, n'est-il peut-être pas tourné vers les futures échéances électorales? Avec des interrogations sur une éventuelle candidature du Président de la Transition

Pour certains analystes, il serait tout simplement non seulement en train d'anticiper une éventuelle future « péremption » du discours nationaliste, qui amènerait une lassitude du peuple vis-à-vis des militaires au pouvoir, mais aussi de préserver sa crédibilité dans un tel scénario pour l'avenir. ■



ABDOUL KARIM SAMBA

### « Le problème de l'insécurité à Gao, ce sont les armes »

Dans un communiqué en date du 17 juillet 2023, le Commandant de la Zone de défense No1 a interdit la circulation d'armes de guerre et d'effets militaires à l'intérieur des villes des régions de Gao et Ménaka, dans le but de renforcer la sécurité et la libre circulation des personnes et de leurs biens. Abdoul Karim Samba, Porte-parole de la Coordination des mouvements de résistance civile de Gao nous donne son point de vue.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

**Comment accueillez-vous cette décision ?** Nous, au niveau de la population de Gao, cette décision nous a beaucoup soulagés. Cela rassure les populations civiles, qui sont confrontées à une situation d'insécurité croissante. Nous sommes prêts à accompagner les autorités pour que cette décision se traduise vraiment en réalité. Dans tous les fora sur la sécurité dans la région, les recommandations phares ont toujours été par rapport au désarmement et aux groupes armés qui se pro-

mènent avec des armes dans la ville. Si aujourd'hui la hiérarchie militaire a compris cela et a pris ses responsabilités, nous ne pouvons que la saluer et l'encourager.

#### Sur place, est-elle déjà effective ?

Seulement 24h après l'annonce de la décision, ils ont fait lever tous les postes des groupes armés dans certaines communes. Le résultat est patent. Les nombreux pick-ups qui circulaient à tout bout de champ et qui servaient aussi parfois à commettre des actes répréhensibles ont pratiquement disparu. Mais il ne faudrait pas que l'application de la mesure s'arrête 2 ou 3 semaines après. Il faut que cela s'inscrive vraiment dans la durée et sur la continuité.

#### Avez-vous éventuellement certaines préoccupations dans la mise en œuvre ?

Nous avons deux inquiétudes. D'abord, il ne faut pas qu'on demande aux groupes armés de quitter les postes qu'ils occupent et que ces postes ne soient pas occupés en retour par les militaires. Ensuite, il faut que le désarmement concerne l'ensemble des communautés. Il ne faudra pas que certaines acceptent d'être désarmées et que d'autres s'y opposent. Cela pourrait amener à un conflit entre elles.

#### Pensez-vous que l'interdiction aura un impact sur la situation sécuritaire dans la zone ?

Le problème de l'insécurité à Gao, ce sont les armes. Quelle que soit la force d'un homme, il ne peut pas débarquer chez les autres et prendre leurs biens avec sa force ou un bâton. Si on parle d'enlèvements, de tueries, de braquages, c'est parce que les bourreaux ont un moyen de défense que les victimes n'ont pas et ce n'est autre chose que les armes. Par conséquent, si les autorités arrivent à enlever les armes de la ville, à empêcher les groupes armés d'en disposer comme ils l'entendent, la sécurité va régner. ■

afribone

Connexion Internet illimitée  
jusqu'à 40 Mbits/s  
à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com



## SUCRE : HAUSSE DU PRIX ET CRAINTE D'UNE PÉNURIE

Alors que dans plusieurs quartiers de Bamako le prix du sucre a nettement augmenté, dans certains marchés de la capitale c'est la rareté de la denrée qui se fait sentir. Inquiétudes chez les consommateurs et au gouvernement.

ALY ASMANE ASCOFARÉ

De part et d'autre à Bamako, le prix du sucre connaît depuis quelques temps une augmentation. Fixé à 600 et 650 francs CFA (local et importé) en avril dernier par la Direction générale du Commerce et de la concurrence (DGCC), le kilo du sucre est vendu entre 750 et 900 francs actuellement selon des consommateurs. « Même au moment de cette annonce, il était vendu à 700 francs CFA. Mais le prix a encore grimpé. Aujourd'hui (mardi 18 juillet 2023) je l'ai acheté à 800 francs CFA à la boutique », atteste Aoua Doucoure, consommatrice domiciliée à Banconi. Comme dans ce quartier, le sucre est vendu un peu partout dans la capitale malienne 750 francs CFA ou plus. « Impossible de le vendre en dessous de 750 francs CFA, sinon nous vendrons à perte », explique le commerçant Moustapha Dicko. Selon ce dernier, la hausse du prix du kilo de sucre est la conséquence de celle du prix du sac de 50 kg. Alors que celui de

**Prix du kilo de sucre sur le marché :**

**750 à 900 FCFA**

**Prix du kilo de sucre (local et importé) fixé en avril 2023 par la DGCC :**

**600 et 650 FCFA**

**Quantité de sucre dont a besoin le Mali à une échéance d'un mois pour éviter une pénurie, selon le ministère :**

**100 000 tonnes**

Rencontre entre le ministre de l'Industrie et du Commerce et les opérateurs économiques, le 14 juillet 2023.



50 kg de sucre local est fixé à 30 000 francs CFA (détaillant) et l'importé à 32 500 francs par la DGCC, le premier est vendu

actuellement 35 500 ou 36 000 francs CFA et le deuxième 38 000 ou 38 500 francs CFA, à en croire Zoumana Fofana, commerçant distributeur de denrées alimentaires. Et le sucre se fait de plus en plus rare sur le marché. La crainte d'une pénurie inquiète le gouvernement. Lors d'une

rencontre avec les opérateurs économiques, le 14 juillet dernier, le nouveau ministre de

l'Industrie et du commerce, Moussa Alassane Diallo, a appelé « à l'engagement patriotique des opérateurs » pour répondre aux préoccupations d'approvisionnement du pays en denrées de première nécessité, notamment le sucre, car, d'après lui, le Mali « a besoin dans l'urgence absolue de 100 000 tonnes de sucre à une échéance d'un mois », pour prévenir un risque de pénurie et approvisionner les marchés.

Dans la même dynamique, le nouveau chef du département entend œuvrer avec les opérateurs pour prévenir « sur 3 à 6 mois, voire 1 an, l'ensemble des situations de crise qui peuvent intervenir sur l'approvisionnement du pays en denrées de première nécessité ». ■

### EN BREF

#### FORMATION : L'UEMOA OFFRE DE BOURSES DANS DIVERS DOMAINES ÉCONOMIQUES

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) va offrir près d'une centaine de bourses d'excellence aux étudiants issus des pays membres de l'organisation, dont fait partie le Mali. C'est en cohérence, indique-t-on, avec le Cadre d'actions prioritaires 2021-2025 (CAP 2025) de la Commission de l'UEMOA en matière de développement de ressources humaines. L'appel à candidatures vise à sélectionner pour chaque membre de l'Union 10 étudiant-e-s qui se verront octroyer des bourses pour entreprendre une formation d'un cursus complet de niveau Licence, Master, Doctorat ou post-Doctorat dans un établissement d'enseignement supérieur implanté sur le territoire de l'UEMOA. Les futurs boursiers seront formés, entre autres, dans les domaines de l'ingénierie, l'agronomie, l'industrie agro-alimentaire, la comptabilité et les finances. Pour participer, au niveau Licence les candidats doivent être âgés de 21 ans au 31 décembre, être titulaire d'un Baccalauréat 2023 toutes séries confondues et aussi avoir eu au minimum une moyenne de 14/20 au Bac 2023. Pour ce qui concerne les niveaux Mater et Doctorat, 24 et 28 ans sont respectivement exigés pour la candidature, en plus d'une moyenne de 14/20 au diplôme requis. La date limite pour les candidatures est fixée au 15 août 2023. ■ A.A.A

## Loi de finances 2024 Les concertations lancées

Pour l'élaboration du Budget d'État de l'année budgétaire 2024, les autorités maliennes débutent les concertations. Le 17 juillet, le ministre de l'Économie et des finances, Alousséni Sanou, a procédé au lancement des travaux de la séance politique de l'arbitrage budgétaire. Elle constitue, d'après le département des Finances, un véritable dialogue de gestion entre le ministère de l'Économie et des finances et les premiers responsables des

Institutions de la République, ainsi que les Autorités administratives indépendantes, les ministres sectoriels et les Gouverneurs des Régions. « La séance permettra d'obtenir un consensus sur les allocations budgétaires prévues pour l'exercice budgétaire de l'État au titre de l'année 2024. Il s'agira de confirmer ou pas les propositions retenues lors de l'arbitrage technique (préalablement mené avec la Direction générale du Budget et la Direction nationale pour la Pla-

nification du développement) et éventuellement de partager avec le ministre de l'Économie et des finances d'autres préoccupations afin d'apporter les ajustements nécessaires pour une meilleure allocation des ressources », indique-t-on dans l'annonce du ministère. Le ministère de la Défense et des anciens combattants, celui de la Santé et du développement social et les départements de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique

## Africa Diamond Business De l'eau minérale pour tous

L'eau, élément essentiel à la vie, est au Mali une ressource limitée pour une partie de la population. Selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INSTAT), 68% des Maliens n'ont pas accès à l'eau potable. Une problématique que Africa Diamond Business Sarl, une jeune entreprise malienne spécialisée dans la transition vers les énergies renouvelables et les industries durables, entend résoudre. La société se donne comme mission de minéraliser l'eau naturelle pour la rendre accessible à bas prix.

Hamady Gamby, ingénieur en énergies renouvelables, est animé d'une volonté : réduire l'inégalité d'accès à l'eau et améliorer les conditions de vie de la population à revenus modestes. « Aujourd'hui, l'accès à l'eau est l'une des problématiques majeures auxquelles sont confrontés la plupart des pays africains. De par notre constat, ce sont les plus pauvres qui en souffrent beaucoup. C'est pourquoi nous avons voulu trouver une solution adéquate pour rendre accessible l'eau minéralisée à tous », dit-il. C'est dans cette optique que le jeune

entrepreneur malien a créé en 2018 Africa Diamond Business Sarl. L'entreprise se propose de purifier les eaux naturelles et de les rendre plus disponibles à la population grâce à des distributeurs électriques. Selon les explications du Directeur général d'Africa Diamond Business Sarl, Hamady Gamby, ses machines disposent de plusieurs filtres pour purifier l'eau. L'un d'eux s'occupe d'enlever du liquide tout ce qui est boue et sable. Un autre capte tout ce qui est métaux lourds, plomb et microbes. « Il y a aussi une phase où l'eau est traitée de façon plus dimensionnelle. C'est



La machine utilisée pour rendre l'eau minérale.

à dire que le filtre capte tout ce qui est impuretés dans l'eau et ne laisse passer que les molécules d'eau minéralisées en rejetant les bactéries », ajoute l'entrepreneur. L'eau minéralisée sera contenue dans des distributeurs que la société

entend placer aux abords des boutiques, des pharmacies, etc. « Ils mettront à la disposition des usagers de l'eau minérale de bonne qualité à seulement 30 francs CFA le litre », assure Hamady Gamby. ■

ALY ASMANE ASCOFARÉ

**MIKADO FM**

*La radio qu'on aime!*

**BAMAKO 106.6 FM**  
**MOPTI 91.8 FM** **TOMBOUCTOU 92.6 FM** **GAO • MÉNAKA • KIDAL • TESSALIT 94 FM**



## EN TUNISIE, LE MALI AU CHEVET DE SES RESSORTISSANTS

Des migrants subsahariens sont victimes de violences en Tunisie depuis la mort le 3 juillet d'un Tunisien de 41 ans suite à des affrontements à Sfax, deuxième ville du pays, dans le centre-est, devenu le principal point de départ pour l'émigration vers l'Europe. Parmi eux figurent des Maliens, dont certains sont pris en charge par la représentation diplomatique dans le pays.

MOHAMED KENOUI



Les migrants subsahariens en grande difficulté en Tunisie.

Dans un communiqué en date du 11 juillet 2023, le ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine indiquait avoir « secouru 10 de nos compatriotes qui sont actuellement pris en charge par la mission diplomatique » et affirmait que des dispositions étaient en cours pour leur rapatriement par le département, conformément à sa vocation d'assistance et de protection de nos compatriotes de l'extérieur. Dans la foulée, ce chiffre a évolué à 12, selon Mme Tangara Néma Guindo, Secrétaire générale du ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine. « Aujourd'hui, ils sont en sécurité. Pris en charge par l'ambassade, ils y sont tous logés et l'ambassade est aux petits soins en attendant leur

rapatriement au Mali pour ceux qui le souhaitent », a-t-elle affirmé dans un entretien avec la chaîne de télévision privée TM1.

**Aujourd'hui, ils sont en sécurité. Pris en charge par l'ambassade, ils y sont tous logés et l'ambassade est aux petits soins en attendant leur rapatriement au Mali pour ceux qui le souhaitent.**

**Accalmie** Si, à l'en croire, les 12 personnes qui sont à l'ambassade ne sont pas les seules à avoir des problèmes, beaucoup d'autres étant en détresse mais n'ayant pas pu encore rejoindre l'ambassade, la relative accalmie depuis quelques jours a permis de stabiliser la prise en charge dans la représentation diplo-

matique malienne en Tunisie. D'ailleurs, selon Mamadou Lamine Bane, Chargé des Affaires sociales, de la migration, de la communication et de l'information au Haut conseil des Maliens de l'Extérieur, 3 personnes parmi les 12 ont pu regagner leurs domiciles et reprendre leurs activités, faisant diminuer le nombre des toujours pris en charge à l'ambassade à 9. « Il y a de l'accalmie et nous sommes en train de préparer l'assistance au retour de ceux qui en ont exprimé le désir. Le département, l'ambassade et notre structure là-bas sont en train d'y travailler », souligne-t-il. Chassés de Sfax suite aux affrontements, plusieurs migrants subsahariens ont été,

selon des ONG, conduits par les autorités vers des zones inhospitalières près de la Libye à l'est et l'Algérie à l'ouest. À en croire Human Rights Watch, sans eau, ni nourriture, ni abri, sous des températures dépassant les 40 degrés, plusieurs parmi eux sont morts. ■

### EN BREF

**CHU GABRIEL TOURÉ : GRÈVES À RÉPÉTITION**



Le personnel du CHU Gabriel Touré est une nouvelle fois en arrêt de travail. Les syndicalistes ont annoncé avoir déclenché le 17 juillet une grève de 96 heures pour protester contre le non-respect des procès-verbaux de conciliation entre le gouvernement et eux. En sus, ils réclament une meilleure gouvernance hospitalière, la sécurité du personnel et l'amélioration des conditions d'accueil, d'hospitalisation et de soins des patients. La grève sera suivie d'une autre de 120 heures si les revendications ne sont pas satisfaites. Depuis le début de l'année, le quotidien de l'hôpital est rythmé par des grèves à répétition. Le 26 juin dernier, les internes du CHU avaient débuté une grève de trois jours pour réclamer des subventions, qui ne leur sont plus payées depuis deux ans maintenant, de 500 francs CFA par jour. Lors d'une conférence de presse, le 17 juillet, le Comité syndical de l'Hôpital Gabriel Touré s'est insurgé contre l'absence de dialogue avec les autorités et le mépris de la Direction de l'établissement. Les relations sont tendues depuis plusieurs semaines entre les syndicats et la direction de l'hôpital. Depuis le 1er juillet, les syndicats ont de nouveaux interlocuteurs au gouvernement. Au ministère de la Santé, Diéminatou Sangaré a été remplacée par Colonel Assa Badiallo Touré, proche du Président de la Transition. Un remplacement salué sur les réseaux sociaux par le porte-parole des syndicalistes, Djimé Kanté. Au Travail et à la Fonction publique, Diawara Aoua Paul Diallo a cédé son fauteuil à Fassoun Coulibaly, qui était jusqu'alors Directeur national du Travail. ■

B.S.H

## EN CÔTE D'IVOIRE, LE PDCI ET LE PPACI À L'ÉPREUVE DE L'ALLIANCE

Après avoir mis en place un cadre afin de discuter d'une alliance pour les élections locales, les principaux partis d'opposition ivoiriens sont parvenus à des accords dans certaines régions à l'intérieur du pays mais pas à Abidjan.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Alliance entre le parti de Henri Konan Bédié (à gauche) et celui de Laurent Gbagbo dans certaines circonscriptions à l'occasion des élections locales en Côte d'Ivoire.

Pour les élections couplées (régionales et municipales) du 2 septembre 2023, le PDCI d'Henri Konan Bédié et le PPACI de Laurent Gbagbo auront des listes communes dans certaines circonscriptions. Après avoir mis en place un groupe de travail composé de membres des deux partis, ils ont pu obtenir quelques listes communes.

**Difficultés** De sources proches du comité mis en place, les discussions ont coïncé dans la plupart des circonstances. À Abi-

djan, qui compte 13 communes, les principaux partis d'oppositions iront en rangs dispersés. Les difficultés ont résidé dans le fait que chaque parti voulait se tailler la part du lion. Pour le PDCI, qui y a des élus depuis 2018, il était hors de question de laisser la place aux candidats du PPACI. Autre point de discorde, la question des « bastions ». Là où le PPACI, absent des élections précédentes, insistait sur ses bastions traditionnels, le PDCI estimait qu'après 13 ans d'absence les réalités ont changé. Le troisième point de dis-

corde est venu des résultats des élections législatives de mars 2021. Le PDCI estime avoir fait des progrès dans plusieurs circonscriptions et avoir même battu des candidats proches du PPACI dans certains de ses bastions.

**Quelques accords** Malgré ces maigres résultats, les deux partis ont pu nouer une alliance pour le Conseil régional du haut Sassandra (Centre ouest) au profit du PDCI et une autre pour le Conseil régional du Cavally (Ouest) au profit du PPACI. Dans la région du Moronou (Centre est), les deux partis ont signé un accord contre le Président du Conseil régional sortant, Pascal Affi N'Guessan, Président du FPI et candidat de la coalition RHDP-FPI. Les deux partis ont également conclu des alliances dans une vingtaine de localités pour les élections municipales. Des accords basés le plus souvent sur le fait que l'un ou l'autre des partis n'avait pas de candidats proposés avant le début des discussions. C'est le cas par exemple dans l'ensemble des communes de la Zone Nord, mais aussi dans certaines communes au Centre au profit du PDCI et à l'Ouest au profit du PPACI. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### ISRAËL : MANIFESTATIONS CONTRE LA RÉFORME JUDICIAIRE

En Israël, la journée du mardi 18 juillet a été marquée par plusieurs manifestations contre la réforme judiciaire. De nombreuses personnes ont été arrêtées, ont annoncé les services de police. Selon les organisateurs, les manifestations de mardi « marquent le début d'une semaine sans précédent de résistance civile et de désobéissance à la réforme du système judiciaire ». Les dirigeants de l'opposition ont exhorté les Israéliens à intensifier les manifestations alors que la coalition au pouvoir poursuit ses projets de réformes, notamment l'abolition de la clause de « raisonabilité » qui vise à empêcher les tribunaux d'invalidier les décisions du gouvernement et des ministres sur la base de leur « caractère raisonnable ». Le projet de loi devrait être voté d'ici la fin du mois. Dans la journée de dimanche, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a été averti que des réservistes de Tsahal menaçaient de ne pas se présenter à leur poste si la loi était adoptée, suscitant de nombreuses inquiétudes quant à l'état de préparation de l'armée. ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### DOUENTZA : DE NOUVEAU DANS LE NOIR

C'est un supplice pour les habitants de Douentza. Depuis le 17 juillet 2023, la population vit sans électricité après que le groupe électrogène qui ravitaillait la ville en électricité ait pris feu. « Lundi vers 16h, il y a eu une coupure et, à notre grande surprise, nous avons vu sur les réseaux sociaux que le groupe électrogène tout récemment réceptionné avait pris feu. On n'a pas eu d'explications sur des causes profondes de l'incendie, mais depuis ce jour jusqu'aujourd'hui (mercredi 19 juillet 2023 Ndlr) Douentza est dans le noir total », déplore Abdoulaye, un habitant de la localité. La situation constitue un regain de souffrances pour les populations, qui avaient déjà passé mars et avril 2023 sans courant. C'est suite à plusieurs manifestations, mi-avril 2023, que la localité avait reçu un nouveau groupe électrogène pour fournir de l'électricité. Celui-là même qui vient de partir en fumée. ■

A.A.A

## Immigration L'Union européenne durcit le ton

L'Union européenne et la Tunisie ont signé le 16 juillet un protocole d'accord destiné à soutenir la Tunisie, qui fait face à de graves difficultés économiques. Présenté comme un partenariat stratégique, cet accord comprend un volet migration qui prévoit une aide européenne de 105 millions d'euros pour empêcher les départs de bateaux de migrants vers l'Europe depuis les côtes tunisiennes. Ces fonds devraient donc de faciliter les retours tant des Tunisiens qui sont en situation irrégulière dans l'UE que ceux, depuis la Tunisie vers leurs pays d'origine, des migrants d'Afrique subsaharienne. Et ce dans un contexte où la situation des migrants en Tunisie s'est considérablement

dégradée depuis le début de l'année. D'après des sources européennes citées par Africanews, l'Union européenne prévoit de conclure le même type de partenariat, comprenant un volet migratoire important, avec l'Égypte et le Maroc. Au Royaume-Uni, le Parlement a adopté dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 juillet une loi très controversée sur l'immigration. Elle prévoit d'empêcher les migrants arrivés au Royaume-Uni de manière illégale de demander l'asile dans le pays. Le texte, qui doit encore être validé par le Roi Charles III pour devenir une loi, est déjà dénoncé par l'ONU, qui le décrit comme contraire au droit international. ■

B.S.H



## FOOTBALL FÉMININ : DES AVANCÉES MALGRÉ LES DIFFICULTÉS

Selon un sondage de l'Arcom, un régulateur de l'audiovisuel, publié le 17 juillet, l'intérêt pour le sport féminin est en hausse, notamment auprès des hommes. Un intérêt qui ne masque pas pour autant les problèmes inhérents aux différentes disciplines, notamment le football féminin.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



L'équipe féminine de football du Mali.

Le foot arrive en tête des disciplines féminines les plus suivies : il est cité par plus de la moitié (53%) des consommateurs de sport féminin interrogés, devant le tennis (47%) et les sports d'hiver, comme le ski ou le biath-

lon (38%). Cela tombe bien, puisque du 20 juillet au 20 août se dispute la Coupe du monde féminine de football en Australie et en Nouvelle-Zélande. Une compétition encore bien loin de l'intérêt suscité par son pendant masculin mais qui a le mérite

d'offrir une exposition et une tribune aux joueuses. Lors du dernier Mondial, en 2019, les Américaines en avaient profité pour demander l'égalité salariale avec leurs homologues masculins. Après un accord verbal, elles ont eu gain de cause en 2022. L'Australie adopte la même stratégie. Ses joueuses réclament également le même traitement salarial que les joueurs. Dans ces combats, l'Afrique est toujours à la traîne. Quatre nations représentent le continent lors de cette compétition, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Maroc. Les deux premiers ont eu des préparations très tronquées pour cause de primes impayées, ou, dans le cas des Sud-africaines, de contrat ne respectant pas les promesses de la FIFA, qui garantit 30 000 dollars à chaque joueuse. La dotation pour cette compétition, la première à 32 équipes, est de 152 millions de dollars, 3 fois plus que lors de la dernière édition et 10 fois plus que pour le Mondial 2015 au Canada.

**Les JO en ligne de mire** Alors que les 32 équipes participantes sont déjà dans leurs camps de base, d'autres sélections sont également sur le pont. C'est le cas du Mali, dont la sélection nationale féminine s'est qualifiée le 18 juillet pour le second tour des éliminatoires des Jeux Olympiques Paris 2024. Après leur victoire à l'aller 1-0, les Aigles Dames ont concédé le nul à domicile 2-2 face au Burkina Faso. Ce match s'est disputé dans un contexte marqué par une polémique sur la préparation des joueuses et les 1 000 francs CFA de frais de transport exhibés dans une vidéo devenue virale. ■

## Francis Ngannou Un joli coup financier

Francis Ngannou devrait tirer le gros lot grâce à son futur combat contre le champion poids lourds de boxe Tyson Fury. Le combat aura lieu le 28 octobre en Arabie saoudite, selon les règles de la boxe professionnelle. Le manager de Francis Ngannou, Marquel Martin, a révélé que le « Predator » devrait remporter plus d'argent en une nuit contre Tyson Fury qu'il n'en a empoché durant l'intégralité de sa carrière. D'après le journal britannique The Mirror, la bourse du Camerounais pour combattre « The Gypsy King » dépassera 8 millions de dollars, alors que son dernier salaire à l'UFC était de 600 000 dollars. Selon plusieurs médias, Francis Ngannou aurait encaissé un peu moins de 4 millions de dollars au cours de ses 14 combats avec l'UFC. Il réaliserait ainsi le plus gros coup financier de sa carrière sportive, alors que beaucoup sont pessimistes sur ses chances de victoire face à Fury. ■ **B.S.H**



### CARTONS DE LA SEMAINE

La justice britannique a abandonné les poursuites visant l'ancien footballeur de Manchester United **Ryan Giggs**, qui était accusé de violences sur son ex-compagne et la sœur de cette dernière, a annoncé mardi le parquet britannique.

**Novak Djokovic** a écopé de 8 000 dollars d'amende pour avoir fracassé sa raquette contre le poteau droit du filet, après la perte d'un jeu dans le 5ème set de sa finale à Wimbledon contre Carlos Alcaraz, dimanche. Le Serbe a perdu face à l'Espagnol.

## GHETTO RAD'ART VEUT DÉNICHER DE NOUVEAUX TALENTS

L'ambition de Mylmo est sans égale. À ses casquettes de chanteur et d'écrivain, il ajoute désormais celle de mentor. Avec son nouveau projet, **Ghetto Rad'Art**, une compétition de hip-hop, le rappeur s'engage à guider de jeunes chanteurs et rappeurs des quartiers défavorisés de Bamako. Modus operandi : organiser des concours pour repérer les jeunes talentueux et leur offrir les moyens de fleurir.

ALY ASMANE ASCOFARÉ



Le projet débute ce samedi 22 juillet 2023.

« Au Mali, le contexte de crise socio-sécuritaire, politique, sanitaire, économique et humanitaire a fortement affecté les conditions de vie des populations, entraînant par la même occasion une partie de la jeunesse dans la précarité et la délinquance, surtout dans les milieux dits défavorisés ». C'est en appui à cette jeunesse que le rappeur malien Mahamadou Soumbounou, alias Mylmo N Sahel, lance Ghetto Rad'art. Une compétition de

rap qui, selon son initiateur, permettra de mettre en lumière les jeunes talentueux issus des quartiers défavorisés en les faisant bénéficier d'une tribune pour exprimer leur savoir-faire en chansons. Les prestations (une minute par artiste) porteront sur des sensibilisations sur la paix et la réconciliation, la bonne gouvernance, ainsi que la cohésion sociale et le vivre ensemble au Mali. « La musique, considérée comme moyen d'expression privilégié dans toutes les

cultures depuis bien longtemps, continue d'être une arme irréversible contre les abus, la délinquance, les tensions et les inégalités sociales. Elle constitue aussi un véritable moyen de promotion de la diversité culturelle, de la paix et du vivre ensemble, ainsi que de la cohésion sociale. C'est pourquoi nous avons décidé d'axer notre projet sur une compétition musicale », se justifie-t-il. Outre de contribuer à promouvoir l'art urbain, le projet Ghetto Rad'art, dont la première édition sera lancée le 22 juillet prochain à Daoudabougou, vise également à former une centaine de jeunes rappeurs des quartiers défavorisés sur les techniques de rédaction, l'analyse textuelle, les techniques de communication, la responsabilité sociale et la mobilisation communautaire, entre autres sujets. « Ainsi, Ghetto Rad'art constituera un catalyseur pour identifier, former et faire découvrir ces jeunes talentueux dans une tribune d'expression et pour booster leur carrière en termes de coaching et d'accompagnement », renchérit Mylmo.

Le projet, qui vient à la suite des JS (Journées Safasiennes), que le rappeur organise tous les mois d'octobre de chaque année depuis 2015, « pour promouvoir le vivre ensemble ». Il est soutenu par Donko Ni Maaya (Culture et Humanisme), un programme de la GIZ allemande qui œuvre à la prévention des crises et au renforcement de la cohésion sociale par la promotion du secteur culturel au Mali. ■

### INFO PEOPLE

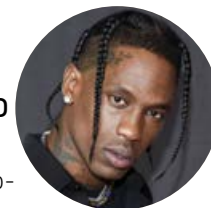
#### UN NOUVEAU RECORD DE VENTE POUR TAYLOR SWIFT

Âgée de 33 ans, dont près de la moitié passée à bâtir sa carrière musicale, Taylor Swift goûte une fois de plus aux fruits de ses efforts. La chanteuse américaine est désormais l'artiste féminine qui a placé le plus grand nombre d'albums en première position du classement des ventes américaines avec la sortie, le 17 juillet 2023, d'un nouveau disque « Speak Now (Taylor's version) », arrivé directement en tête des ventes du Billboard. Avec ce douzième opus, elle est devenue la première chanteuse à avoir placé le plus grand nombre d'albums en tête des ventes de ce classement américain depuis sa création, en 1963. Détrônant ainsi Barbra Streisand, autre icône de la musique populaire américaine, qui détenait ce titre.



#### TRAVIS SCOTT INTERDIT DE CONCERT AU PIED DES PYRAMIDES

Le concert du rappeur américain Travis Scott, prévu pour le 28 juillet à la pyramide de Gizeh n'aura finalement pas lieu. Le syndicat des musiciens d'Égypte, qui a droit de regard sur tout concert ou diffusion de musique dans le pays, l'a interdit via un communiqué le 18 juillet 2023. « Après examen des opinions exprimées sur les réseaux sociaux et des positions de l'artiste, le syndicat a trouvé des images et des informations documentées sur les rituels étranges qu'il pratique et qui vont à l'encontre de nos traditions ». La décision a surpris plus d'un. Régulièrement, des stars internationales organisent des concerts au pied des pyramides, à l'instar du groupe de hip-hop américain Black Eyed Peas en octobre 2021.



**Directeur de publication :**  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

**Directrice déléguée :**  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

**Rédacteur en chef :**  
Boubacar Sidiki HAÏDARA

**Secrétaire de rédaction :**  
Ramata DIAOURÉ

**Rédaction :**  
Idelette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

**Photographie :** Emmanuel B. DAOU

**Infographiste :** Marc DEMBÉLÉ

**JOURNAL DU MALI L'HEBDO**, édité par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : + 223 44 90 26 40  
www.journaldumali.com  
contact@journaldumali.com



# L'EAU C'EST LA VIE LA VIE C'EST

EAU MINÉRALE  
**DIAGO**  
NATURELLE



**SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ**

